

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 12/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRONOX FRANCE SAS**

95, rue du Général de Gaulle  
68800 Thann

Références : 0006702686\_2025\_03\_04\_Trinox\_VIIC\_PPC-bassin-confinement  
Code AIOT : 0006702686

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement TRONOX FRANCE SAS implanté LIEU DIT Ochsenfeld 68800 Vieux-Thann. L'inspection a été annoncée le 21/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRONOX FRANCE SAS
- LIEU DIT Ochsenfeld 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006702686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est un dépôt de déchets industriels exploité depuis 1930. Ce site a accueilli les déchets industriels des usines chimiques de Thann. Il permet actuellement, entre-autre, de traiter les effluents acides en provenance du site de Tronox Thann et de produire du gypse rouge.

### Thèmes de l'inspection :

- Thème : Plan pluriannuel de Contrôle
- Référentiels utilisés :
  - Arrêté préfectoral 2008-226-16 du 13 août 2008 codifiant et complétant au titre Ier du Livre V du Code de l'environnement, les prescriptions applicables à la société MILLENIUM INORGANIC CHEMICALS THANN SAS pour l'exploitation de son site d'Aspach-le-haut et de Vieux-Thann
  - Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 13/08/2008, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Points de prélèvement	AP Complémentaire du 13/08/2008, article 4.3.6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 13/08/2008, article 4.3.11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 13/08/2008, article 7.6.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déclenchement de l'ouverture du bassin	AP Complémentaire du 13/08/2008, article 7.6.7.2	Sans objet
6	Enregistrement des mises en service du bassin	AP Complémentaire du 13/08/2008, article 7.6.7.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relèvent une non-conformité portant sur la complétude du plan des réseaux de collecte : l'exploitant doit remettre à l'Inspection un plan des réseaux de collecte complété avec les informations demandées.

Il doit également justifier :

- de la possibilité de réaliser des mesures de débits aux points NN et NNR par un organisme extérieur,
- que les eaux pluviales issues des aires de circulation et des toitures sont collectées dans un

réseau de caniveaux et que ces eaux se déversent à travers un débourbeur-déshuileur, ou dispositif équivalent, vers la fosse de reprise (fosse à l'aval du bassin 3000 ou fosse toutes eaux) avant pompage pour utilisation dans le procédé,

- que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, ainsi que le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, sont recueillies dans un bassin de confinement,
- que le bassin B3000 est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation (soit 3 000m<sup>3</sup>).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/08/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le plan des réseaux [...]de collecte doit notamment faire apparaître : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été contrôlé, par échantillonnage, les éléments relatifs à la collecte des effluents susceptibles d'être rejetés aux points NN et NNR, soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'aval des puits G24-1, G24-2 et G24-3 (partie remédiation) pour le point NNR,</li> <li>• l'aval des installations neutralisation et le système de collecte des eaux pluviales pour le point NN.</li> </ul> <p><i>L'exploitant a apporté les explications ci-dessous concernant les effluents susceptibles d'être rejetés aux points NN et NNR. Ces explications sont retranscrites ci-après en italique pour permettre de rendre plus compréhensibles la lecture de ce point de constat et les points de constats suivants, mais <b><u>elles ne constituent pas un constat de l'Inspection.</u></b></i></p> <p><i>Le site comprend plusieurs bassins pour la gestion des eaux avant les rejets au points NN et NNR:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>un bassin 300 situé à l'entrée du site, à proximité de la RD1066,</i></li> <li>• <i>2 bassins en béton situés cote à cote, près de l'unité de neutralisation: le bassin 500 collectant les eaux du traitement de neutralisation et le bassin pluvial,</i></li> <li>• <i>1 bassin avec une étanchéité par membrane situé à côté du bassin pluvial: le bassin B3000, permettant le stockage et le confinement de différentes eaux.</i></li> </ul> <p><b>Pompage de remédiation</b></p> <p><i>Pour le dispositif de remédiation, les eaux souterraines sont pompées dans les puits G24-1, G24-2 et G24-3 et acheminées par 3 conduites distinctes jusqu'au bassin 300 situé à l'entrée du site. Une correction à la soude est réalisée dans ce bassin, en fonction des analyses réalisées sur un échantillon</i></p>

issu du mélange des eaux des 3 puits. Les eaux pompées dans le bassin 300 rejoignent le point de rejet NNR. En cas de non conformité des eaux, celles-ci sont retraitées sur place: le réseau à l'aval des puits G24 n'est pas connecté au bassin B3000.

#### **Filières de traitement des acides (neutralisation)**

Tous les eaux issues du traitement de neutralisation des acides en provenance du site de Tronox Thann (filières acides nobles et acides secondaires) passent par les cuves de filtrats gypse rouge, puis par le Multiflo (étape de traitement de finition avec coagulation/floculation/décantation), avant d'être stockées dans le bassin 500 puis dirigées vers la «cuve eau traitée».

Dans le bassin 500, la température est mesurée. Si la température dépasse la valeur de consigne, l'eau passe par l'échangeur de chaleur avant de rejoindre la «cuve eau traitée».

Les eaux contenues dans la «cuve eau traitée» sont:

- soit pompées pour servir à la défense incendie,
- soit pompées vers le rejet NN,
- soit pompées vers le bassin B3000 si elles sont non conformes.

#### **Eaux usées (pour mémoire)**

L'exploitant a indiqué que les eaux usées du site (issues des installations sanitaires) sont traitées par un dispositif d'assainissement autonome et infiltrées sur site.

#### **Eaux de rejet de la tour aéro-réfrigérante ( TAR)**

L'exploitant a indiqué que les effluents issus des TAR (purgés) rejoignent le point NN via le bassin 500.

#### **Eaux de pluie**

La plupart des eaux de ruissellement (toitures et voiries du secteur de traitement) sont acheminées gravitairement vers le bassin pluvial. Les eaux sont ensuite pompées du bassin pluvial vers le bassin B3000, avant d'être à nouveau pompées vers la deuxième cuve de traitement du gypse rouge. Une autre partie des eaux de ruissellement (aires de circulation, dont une zone de lavage située près du Multiflo) rejoint une fosse toute eaux, avant d'être pompée vers la filière de traitement gypse rouge (sans passer par le bassin B3000).

#### **Eaux du système de traitement**

Une fois par semaine, le Multiflo est vidangé dans le bassin B3000 pour nettoyage.

L'exploitant a transmis un plan des réseaux de collecte mis à jour le 2/04/2019 (référence indiquée par l'exploitant).

Après analyse du document transmis et échange avec l'exploitant, il a été constaté que le plan transmis est incomplet. Il manque notamment:

- la représentation des réseaux situés à l'aval des puits G24,
- la représentation des réseaux situés à l'aval des installations de neutralisation et de la TAR,
- le système de collecte des eaux pluviales (les plans mis à disposition de l'inspection présentent des discontinuités et ne présentent pas explicitement la connexion au bassin pluvial, le pompage dans le bassin 3000 et le renvoi vers la filière de traitement, le secteur de collecte des eaux pluviales connecté à la fosse toute eau),
- les vannes, pompes,...
- l'identification des points de contrôle et rejets en limite de site.

Au vu des éléments précédemment évoqués l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte

pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Points de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/08/2008, article 4.3.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). [....]</p> <p><b>Article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :</b></p> <p>[...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau [...] Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral du 13 août 2008 indique deux points de rejets (NN et NNR) pour les effluents générés par l'établissement. Par échantillonnage, le contrôle a porté sur les points de prélèvement relatifs à ces deux points de rejet.</p> <p>Lors du contrôle sur site, il a été constaté pour le rejet au point NN:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présence d'un dispositif type «préleveur automatique» à proximité de la «cuve eaux traitées». L'eau à analyser est prélevée dans un pot de prélèvement, alimenté par une dérivation des eaux pompées depuis la «cuve eaux traitées» vers le point NN,</li> <li>• la présence d'un débitmètre sur le refoulement depuis la «cuve eaux traitées» vers le point NN; le débitmètre est placé à l'amont d'une lyre hydraulique permettant d'assurer un remplissage permanent de la conduite.</li> </ul> <p>Lors du contrôle sur site, il a été constaté pour le rejet au point NNR:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présence d'un dispositif type «préleveur automatique» à proximité du bassin 300. L'eau à analyser est prélevée dans un pot de prélèvement, alimenté par une dérivation des eaux pompées depuis le bassin 300 vers le point NNR.</li> <li>• la présence d'un débitmètre sur le refoulement depuis le bassin 300 vers le point NNR; le débitmètre est placé à l'amont d'un coude de canalisation permettant d'assurer un remplissage permanent de la conduite.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que ces dispositifs sont mis en œuvre dans le cadre de la surveillance des rejets du site par l'intermédiaire d'un prestataire, qui utilise ces dispositifs de manière ponctuelle afin de constituer les échantillons nécessaires aux analyses. Il a également indiqué qu'un prestataire extérieur réalisait une vérification annuelle pour le bon fonctionnement des débitmètres et des préleveurs.</p>

<p>Il a pu être constaté sur site la présence de pots de prélèvement, tendant à indiquer la possibilité d'une réalisation de prélèvements par un organisme tiers indépendant, tel que les organismes à faire intervenir en cas de contrôle externe de recalage ou contrôle inopiné mandaté par l'Inspection</p> <p>En revanche aucun dispositif n'a été observé sur les zones de prélèvements pour que la mesure de débit soit réalisée par un organisme tiers et que ce dernier puisse procéder à un asservissement au débit de son échantillonneur lors de la constitution des échantillons.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier de la possibilité de prévoir sur ces points de rejets des dispositifs permettant la mise en œuvre de moyens de contrôle externes à ses installations, et ce pour l'ensemble des paramètres inclut dans son programme d'autosurveillance (polluants, température, débit, etc).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/08/2008, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales issues des aires de circulation et des toitures sont collectées dans un réseau de caniveaux [...] Ces eaux se déversent à travers un débourbeur-déshuileur, ou dispositif équivalent, vers une fosse de reprise pour être pompées pour utilisation dans le procédé. Les eaux pluviales sont alors considérées comme des eaux industrielles et doivent être rejetées conformément aux prescriptions régissant ces eaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite sur site (par temps sec), il a été constaté qu'un regard situé sous la voirie était raccordé au bassin pluvial. En l'absence de plans complets, il n'a pas été possible de déterminer les surfaces raccordées à ce regard.</p> <p>Par manœuvre des poires de niveau dans le bassin pluvial, il a été constaté que les pompes du bassin pluviales permettent le renvoi des eaux du bassin pluvial vers le bassin B3000. Il a été constaté que la fosse de reprise alimentée en gravitaire par le bassin B3000 est équipée d'une pompe de surface. L'exploitant a indiqué que les eaux étaient pompées vers la seconde cuve de traitement du gypse rouge, donc renvoyée vers la filière industrielle. En l'absence de plan, la conduite étant souterraine, cette partie n'a pas pu être contrôlée.</p> <p>Par ailleurs, en l'absence de plan, il n'a pas été possible de contrôler la collecte et le traitement des eaux pluviales raccordées à la fosse toutes eaux.</p> <p>Sur le plan présenté lors de la visite par l'exploitant, il a été constaté la représentation d'un déshuileur-débourbeur. Sur le terrain, il a été constaté que le regard situé à l'amont de ce déshuileur était partiellement rempli et selon l'exploitant, il n'y a plus de réseaux raccordés à ce regard. L'exploitant n'a pas connaissance d'autre dispositif permettant un traitement des eaux</p>

entre le réseau de caniveau et la fosse de reprise des eaux.
Il appartient à l'exploitant de justifier que les eaux pluviales issues des aires de circulation et des toitures sont collectées dans un réseau de caniveaux et que ces eaux se déversent à travers un débourbeur-déshuileur, ou dispositif équivalent, vers la fosse de reprise (fosse à l'aval du bassin B3000 ou fosse toutes eaux) avant pompage pour utilisation dans le procédé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/08/2008, article 7.6.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux pluviales polluées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie [...] les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage sont recueillies dans un bassin de confinement [...] d'une capacité de 3 000m<sup>3</sup> avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection une procédure de gestion du bassin B3000 datée de février 2025.</p> <p>Ce document indique que les sources du remplissage du bassin B3000 sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux de pluies recueillies sur la partie usine de l'Ochsenfeld, collectées dans le bassin eau de pluie et pompées automatiquement vers le B3000,</li> <li>- la cuve «eaux traitées» de la filière de neutralisation en cas de risque de non conformité au rejet NN,</li> <li>- les filtrats du gypse rouge en cas de problème technique passager sur le bassin de décantation dit «Multiflo»,</li> <li>- le bassin de décantation du «Multiflo» par aspiration gravitaire à fréquence hebdomadaire.</li> </ul> <p>En l'absence de plans complets, il n'a pas été possible de contrôler que les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin de confinement. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué lors de la visite qu'une partie des eaux de ruissellement sont dirigées directement vers la fosse toutes eaux (avant d'être pompées vers la filière de traitement), mais cela n'a pas pu être contrôlé en l'absence de plans complets. Il n'a pas non plus pu être contrôlé que les eaux d'extinction incendie, si elles devaient être générées sur les surfaces raccordées à la fosse toutes eaux, pourraient être confinées.</p> <p>Il a été constaté lors de la visite que le bassin B3000 était partiellement rempli de dépôts de gypse rouge et d'eau. Il a également été constaté la présence d'une sonde piézométrique dans la fosse de reprise située à l'aval du bassin B3000 (et reliée au bassin B3000 par une conduite gravitaire permettant l'équilibre des niveaux), avec un report constaté sur la supervision du site. Lors de la visite, il a été constaté que 74% du volume était disponible. L'exploitant a indiqué effectuer un</p>

suivi journalier de ce paramètre, avec un affichage constaté dans la salle de réunion extérieure.

L'exploitant a en outre indiqué que la pleine capacité réelle du bassin était de l'ordre de 7 800 m<sup>3</sup>. L'exploitant a fourni un relevé réalisé par drone, en indiquant que le volume restant avec 26% de remplissage était de l'ordre de 5 800 m<sup>3</sup> avec le calcul du logiciel 3D. Par calcul rapide (volume d'une pyramide régulière tronquée) avec les éléments du lever par drone, il est constaté que le volume disponible dans le bassin rempli à 26% était de l'ordre de 5 400 m<sup>3</sup>, ce qui est cohérent avec le calcul par logiciel 3D.

Cependant, l'exploitant n'a pas pu justifier des moyens (procédures, alarmes,...) mis en œuvre pour maintenir en temps normal un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation (soit 3 000m<sup>3</sup>). Il n'est pas possible en l'état pour l'Inspection de s'assurer du respect de la prescription contrôlée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de justifier que:

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, ainsi que le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, sont recueillies dans un bassin de confinement,
- il a mis en œuvre les moyens permettant de s'assurer que le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation (soit 3 000m<sup>3</sup>) et qu'ainsi la capacité de 3000 m<sup>3</sup> est disponible en tout temps pour recueillir les eaux pluviales susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Déclenchement de l'ouverture du bassin**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/08/2008, article 7.6.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Système de confinement

**Prescription contrôlée :**

L'ouverture du bassin est asservie à la mesure de paramètres représentatifs. Des valeurs seuils sont fixées par l'exploitant afin de respecter les normes de rejets dans le milieu. En cas de dépassement de seuil, une alarme se déclenche et entraîne le déversement de l'effluent pollué dans le bassin. [...]

**Constats :**

Ce point a été contrôlé pour la gestion des effluents non conformes avant rejet au point NN.

L'exploitant a transmis à l'Inspection une procédure de gestion du bassin B3000 datée de février 2025.

Ce document indique que les seuils de déclenchement pour envoyer le flux depuis la cuve eaux traitées dans la partie neutralisation vers le bassin B3000 sont les suivants:

- température supérieure à 30 °C,
- pH inférieur à 6,5 ou 9,5,
- turbidité supérieure à 50 NTU,
- conductivité supérieure à 9,8 mS/cm,
- concentration en NH<sub>4</sub><sup>+</sup> supérieure à 9,5 mg/l.

Pour les autres effluents (eaux pluviales, eaux de vidange du Multiflo, les éventuelles eaux de filtrat du gypse rouge en cas de problème sur le Multiflo), le passage dans le bassin 3000 est systématique.

Sur site (au-dessus de la «cuve eaux traitées»), il a été constaté la présence de sondes sur une conduite placée en dérivation du refoulement vers le point NN. Ces sondes permettent la mesure du PH (8,45 lors de la visite), turbidité (4,1 NFU lors de la visite), température (pas d'afficheur en local) et conductivité (405 µS/cm).

Il a été constaté sur la supervision du site le report des valeurs mesurées, assorties d'alarmes. Par échantillonnage, il a été constaté que:

- le seuil d'alarme haut pour la turbidité correspondait à la procédure de gestion présentée,
- lors de la journée du 4 février 2025, un dépassement des seuils hauts pour le pH et pour la turbidité a été mesuré, ayant entraîné automatiquement une dérivation des effluents de la «cuve eaux traitées» vers le bassin 3000.

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Enregistrement des mises en service du bassin

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/08/2008, article 7.6.7.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Confinement des eaux

**Prescription contrôlée :**

Chaque ouverture de bassin est consignée dans un registre tenu à jour dans lequel sont mentionnés :

- la date, l'heure et le volume à l'ouverture du bassin,
- la date, l'heure et le volume à la fermeture du bassin,
- le paramètre ayant causé l'ouverture du bassin.

Chaque déclenchement d'ouverture de bassin nécessite une recherche systématique de l'événement à l'origine de la mise en service ainsi que la mise en place d'actions correctives.

**Constats :**

L'exploitant a présenté lors de la visite un fichier informatique de suivi du site. Il a été constaté qu'il y est consigné notamment:

- le volume journalier des eaux issues de la «cuve eaux traitées» transférées dans le bassin 3000,

- le paramètre ayant causé l'ouverture,
- les actions correctives mises en place.

Les informations concernant les heures de transfert des effluents vers le bassin 3000 sont archivées dans la supervision (il a été constaté dans le logiciel de supervision l'enregistrement du remplissage du bassin 3000 dans le logiciel de supervision, lors l'événement du 4 février 2025 évoqué dans le point de constat précédent).

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite